

MAGAZINE

N° 63 • mars/avril/mai 2002 • 2€

CAES
du CNRS

<http://magazine.caes.cnrs.fr>

- Enquête ▶
- Télévision du XXI^e siècle
- Dossier ▶
- Architectures de terre
- Culture ▶
- Films de vacances

controverses :
le vote, les exclus, la gauche

SOMMAIRE



2 > **Alter éditorial**
M. Diani

3 > **Éditorial**
P. Mussot

6-9 > **Enquête :**

Tremblements de terre
J.-F. Ritz - D. Hatzfeld

10-12 > **Controverse :**

Le vote, les exclus...
D. Peschanski - D. Cioran

14-23 > **Dossier :**

Architectures de terre
H. Guillaud - L. Eloundou -
T. Joffroy et A. Ould Sidi -
A.-M. Bardagot et A. Bida

24-25 > **Société :**

Télévision du XXI^e siècle
F. Jost



32-35 > Culture :

Films de vacances

M. Najar

38 > Questionnaire de Proust :

Simone Floersheim

39 > In fine :

Pouvoir



13 > Savoir

26 > Santé

28 > Découvrir

30 > Nature

31 > CAES information

36 > Forum des lecteurs

► Rédaction

Directeur de la publication : Patrick Mussot

Directeur de la rédaction : Pierre Engelstein

Rédacteur en chef : Marco Diani

Rédactrice en chef adjointe : Yannik Hoppilliard

Comité éditorial : André Allegret, Dominique Ballutaud, Jean-Claude Dégardin, Monique Fouassier, Annie Gutnic, Brigitte Hermier, Jean-Louis Salager

Conseillers de la rédaction

Valerio Adami, Manjul Agarwal, Catherine Agulhon, Claude Allègre, Jeffrey Alexander, Jacques Attali, Maurice Aymard, Henri-Édouard Audier, Sylvain Auroux, Jean Baechler, Stella Baruk, Jean Baud, Francis Beck, Howard Becker, Françoise Bernard, René Bimbot, Sophie Body-Gendrot, Raymond Boudon, Pierre Bourdieu †, Guy Burgel, Michel Butor, Lucio Carriello, Jean-Claude Casanova, Cristiano Castelfranchi, Marie-Noëlle Chamoux, Georges Charpak, Ranjit Chatterjee, Dima Cioran, Jean Clair, Alain Colson, Alain Connes, Martine Convers, Howard Cooke, Yves Coppens, Pierre Corvol, Michel Crozier, Daniel Dayan, Jean-Robert David, Annick Demeule, Jean-Paul Démoule, Jacques Derrida, Dominique Desjeux, Nicole Dewandre, Jean Dhombres, Pascal Dibie, François Dosse, William Douglas, Claude Dubar, Simone Dumoulin, Umberto Eco, Monique Eleb, Alain Ehremberg, Sophie Ernst, Alexandre Escaut, Albert Fachler, Anne Fagot-Largeault, Michel Fize, Geneviève Fraisse, Maurice Godelier, Jack Goody, André Gorz, Dominique Gouleau, Jean-Louis Gouraud, Philippe Guichard, Marc Guillaume, Roberte Hamayon, Bernd Herzogenrath, Claudine Hermann, Rémi Hess, Mai-An Hoang, Philippe d'Inbarne, Axel Kahn, André Kaspí, Jack Katz, Chérif Khaznadar, Agnès Klarsfeld, Bernard Lahire, Hélène Langevin, Hervé Le Bras, Marie-Françoise Le Cloarec, Jean-Marie Lehn, Yvon Le Maho, Rita Levi-Montalcini, Jacques Lévy, Bernard-Henry Lévy, Danièle Linhart, Loustal, Domenico Luciani, Henri de Lumley, Marie-Antoinette de Lumley, Michel Maffesoli, Jean Malaurie, Edmond Marc, Margaret Maruani, Gerald Mead, Pedro Meca, Abdel-Wahab Meddeb, Henri Mendras, Philippe Meyer, Aaron Michalovicz, Edgar Morin, Serge Moscovici, Prithwindra Mukherjee, Michel Najar, Amos Nevo, Chantal Nicole-Drancourt, André Palluel-Guillard, Benito Pelegrin, Jacques Perriault, Denis Peschanski, Monique Peytral, Rity Pahn, Jeanne-Marie Pierre, Antoine Prost, Ricardo Reis de Campos, Armand de Ricqlès, Robert Rochefort, Michelle Rosenthal, Mariuccia Salvati, Lisa Santos Silva, Juliana Sardinero-Buhot, Dominique Schnapper, Astrid Schoenweger, Michel Serfati, Giovanni Sergi, François de Singly, Zeev Sternhell, Annick Ternier, Germaine Tillon, Paolo Tortonese, Shmuel Trigano, François Vadrot, Jean-Louis Valatx, Denis Valou, Claudine Vidal, Jean-Didier Vincent, Patrick Viveret, Jean-Claude Zancarini, Albert Zarka.

Réalisation

Graphisme : Citron & co - <http://www.citronco.fr>

Maquette/iconographie : Paulette Medina

Suivi rédactionnel : Isabelle Valade

Publicité : Tél. 06 07 99 50 16 - E-mail : promotion@caes.cnrs.fr

Impression et routage : Tipografia Giuntina - Firenze (Italie)

Crédits : couverture : T. Joffroy ; pages intérieures : T. Joffroy, A. Ould Sidi, F. Jamin, A. Misse, J.-F. Ritz, éditions La Dispute, Le Seuil, Le Regard et Micro Application, D. Durant

CAES Magazine

(nouvelle série de *CAES Info*) est publié par le

Comité d'action et d'entraide sociales

du Centre national de la recherche scientifique

2, allée Georges Méliès - 94306 Vincennes Cedex

Tél. : 01 49 57 50 00 - Fax : 01 49 57 50 49

E-mail : magazine@caes.cnrs.fr

Site web : <http://magazine.caes.cnrs.fr>

Numéro de commission paritaire : en cours

Tirage : 36 000 exemplaires

Prix au numéro : 2 € - Abonnement annuel : 10 €

ISSN 0984-3302 • Dépôt légal : 2^e trimestre 2002

Architectures

Un patrimoine d'avenir

L'universalité des architectures de terre

Parmi les matériaux locaux disponibles à pied d'œuvre, la terre fut, dès la préhistoire, le matériau privilégié de l'homme. Elle était alors associée au bois et aux végétaux. Son emploi s'affirmait au cours de la protohistoire, dans plusieurs régions favorables à l'implantation des communautés sédentaires. Elle conservera une place essentielle jusqu'à nos jours. L'archéologie et les nombreuses études sur les architectures vernaculaires du monde ne cessent de fournir les preuves de l'emploi permanent de ce matériau qui servait la construction d'établissements humains très divers, des hameaux jusqu'aux villes.

Au début des années 1980, la population mondiale vivant dans un habitat en terre est évaluée à 30 %, soit près de 1,5 milliards d'êtres humains. Pour les seules régions en développement, il s'agit de 50 % de la population rurale et d'au moins 20 % de la population urbaine. En Inde, un recensement de 1971 montre que près de 73 % du parc d'habitat, rural et urbain, est construit en terre ; ce sont 67 millions de maisons habitées par 375 millions de personnes. Au Pérou, on observe que 60 % des habitats sont construits en adobe (brique crue moulée) ou en pisé (terre compactée en coffrages). On pourrait multiplier les statistiques pour d'autres régions du monde. Mais alors que l'on débute ce XXI^e siècle, ces chiffres ne reflètent sans doute pas la réalité qui devrait être révisée à la hausse.

Sur la terre entière, les architectures de terre proclament le génie du matériau, des bâtisseurs et des lieux. Génie rayonnant aux Proche et Moyen-Orient. En Irak, berceau de Sumer. En Iran, creuset d'Élam et de la Perse. Les cultures constructives épanouissaient l'emploi des arcs, voûtes et coupoles comme en témoignent, en Iran, la ville fortifiée d'Arg-é Bam (au sud-est de Kerman), les villes de Yazd, Shiraz, Isfahan ou Tabriz. Sur la péninsule arabique, le Sultanat d'Oman lègue un patrimoine remarquable de forts aujourd'hui restaurés : Nakhl, Nizwa, Jabrin. Certains d'entre eux auraient été fondés aux époques sassanides (Bahla). Au Yémen, dans la vallée de l'Hadramaout, Shibâm, la " Manhattan du désert ", Tarîm et Sayun, leurs immeubles, palais, mosquées et minarets de terre, blanchis à la chaux, retiennent l'admiration du monde entier. On redécouvre en Afghanistan une culture très élaborée d'habitat rural

fortifié construit en bauge (boules entassées en levées de terre puis réglées) et en briques crues.

En Amérique centrale, sur fond culturel précolombien, le Mexique (site de Paquimé), le Guatemala, le Salvador (site de Joya de Cerrén), lèguent un patrimoine bâti en terre prolongé par les apports des espagnols. De même en Amérique latine. Au Pérou, les cultures constructives anciennes du littoral de l'océan Pacifique (sites de Cerro Sechin, Chan Chan) et des Andes (Chavin) fon-

daient celles plus récentes de Lima (Pachacamac), reprises par les Incas (ville historique de Cusco, temple Wiracocha de Raqchi) qui les diffusaient avec l'extension maximale de leur empire, de l'Équateur au Chili. Au Brésil, en Argentine, au Venezuela, les architectures d'adobe et de pisé semblent devoir être reliées à l'histoire de la colonisation portugaise et espagnole, à partir du XVI^e siècle. Mais encore dans le " Grand Sud-Ouest " des États-Unis d'Amérique (Nouveau Mexique, Arizona, Colorado, Nevada, Californie), avec les cultures des indiens Pueblo, Hopi, Zuni, fondées sur l'héritage des Anasazi (les " anciens ") qui lèguent les sites de Chaco Canyon, Mesa Verde, les *pueblos* de Taos et d'Acoma.

En Inde, au Népal, au Ladakh et au Bhoutan, une culture remarquable du pisé est admirablement exprimée dans les monastères tibétains. En Chine, de Hénan au Gansu, où pas moins

de 10 millions d'habitants vivent en habitat troglodytique creusé dans la ceinture de loess (matériau d'apport éolien accumulé). En Mongolie intérieure, dans le Hebei et le Jilin, au Sichuan et au Hunan où l'habitat rural est pour majorité bâti en torchis (terre appliquée sur des structures en bois), briques crues ou pisé. Et les grandes fermes fortifiées des groupes Hakka du Plateau central (Province du Fujian), fantastiques maisons fortifiées en forme d'anneaux concentriques, construites en pisé jusque dans les années 1950.

Enfin, on relève l'omniprésence des architectures de terre sur presque toute l'Afrique. Au nord du continent, dans l'ensemble du Maghreb, avec l'architecture troglodytique de Matmata (Tunisie), les Ksour des vallées du Draa et du Dadès, au sud du Maroc, et les médinas des grandes villes historiques (Fès,



de terre

Marrakech). En Algérie, avec l'habitat en oasis (Timimoun) et les casbahs historiques (Alger). Dans les régions soudano-sahéliennes où l'on peut observer un patrimoine remarquable de mosquées en briques crues (Tombouctou, Djenné et San, Bobo Dioulasso et Bani), et des ensembles vernaculaires exceptionnels comme les cases des Dogon (falaises de Bandiagara), au Mali, l'habitat fortifié des Gourounssi Kassena, au Burkina Faso, peint à motifs géométriques, ou encore les superbes greniers du sud du Niger, les fameuses cases obus des Mousgoums du nord du Cameroun et du Tchad (rives du fleuve Logone). L'Afrique recèle aussi des cultures constructives originales comme celle des Haoussas au nord du Nigeria qui a permis l'édification d'ouvrages en terre armée de bois d'azara (mosquées et palais des émirs du " Bakwaï " des sept cités-États). Mais aussi dans les pays bordant le golfe de Guinée, au Ghana (temples des Asante), au Bénin (palais des rois d'Abomey) et jusqu'en Afrique du Sud (habitat des Ndébélé peints de couleurs vives cernées de noir).

L'Europe est aussi dotée d'un riche patrimoine d'habitat rural et urbain en terre, d'une grande diversité typologique. Il rassemble des chapelles, églises et temples, des maisons bourgeoises, châteaux ou petits manoirs édifiés entre le XVI^e siècle et le XIX^e siècle ; des bâtiments publics (mairies et écoles de villages), des quartiers d'habitations

La France abrite près de 15 % de sa population rurale dans un habitat en pisé (vallée de la Saône, Bresse méridionale, Dombes, moyenne vallée du Rhône, Dauphiné et Bugey, Comtat Venaissin et basse vallée de la Durance), en briques d'adobe (territoires de moyenne Garonne et jusqu'en Albigeois), en carreaux de terre (Champagne et Val-de-Marne), en torchis (Landes, haute et basse Normandie, Picardie, Alsace, Bresse septentrionale), en bauge (Vendée, Bretagne, Cotentin). Ce sont aussi des quartiers historiques de villes de provinces, bâtis en torchis hourdant des pans de bois ou colombage (Rouen, Le Mans, Bourges, Strasbourg, Colmar), en pisé (quartier de la Croix Rousse à Lyon, Montbrison en Forez). Ce patrimoine est hérité de cultures constructives en terre très anciennes qui s'épanouissaient aux époques gallo-romaines, connaissaient ensuite une régression technologique aux temps des invasions alamanes, puis se réaffirmaient au Moyen Âge pour parvenir jusqu'aux années cinquante du XX^e siècle.

Une architecture pleinement actuelle

Si dans les pays industrialisés la construction en terre régressait après la seconde guerre mondiale, elle perdrait dans la plupart des pays en développement. D'un côté, l'industrialisation du bâtiment amenait la désuétude des cultures constructives traditionnelles fondées



urbaines, des édifices industriels (manufactures et ateliers de tissage) bâtis dans la seconde moitié du XIX^e siècle. L'Allemagne en fournit de nombreux exemples avec le pisé de la région de Weilburg, les maisons en " pains de terre " érigées selon la méthode de construction dite de Dünner (du nom d'un religieux revenu d'Afrique) dans la région de Lübeck. En Angleterre, ce sont les villages en cob (bauge) du Devon. En Italie, les *pinchia* (pisé) des régions de Marengo et d'Alessandria, les *casoni* de la plaine du Frioul ou les maisons en *ladriri* des Campidani du sud de la Sardaigne ; en Espagne, les maisons en briques de terre de Catalogne, le pisé ou *tabiya* des fortifications maures, les villages tristement abandonnés de Tierras de Campos en Castille et León (région de Valladolid et Palencia). Au sud du Portugal, le pisé ou *taipa* de l'Algarve et l'adobe d'Alentejo.

sur l'emploi des matériaux locaux et l'entraide des communautés. Mais aujourd'hui, dans ces mêmes pays industrialisés, l'attention portée aux patrimoines (leur conservation, restauration et réhabilitation), l'émergence d'un questionnement qualitatif qui s'établit en réaction à la banalisation des paysages architecturaux de style international, l'attention portée à l'environnement naturel et construit, redonnent une place à une approche sociale, culturelle et économique de l'architecture de terre. Dans les régions en développement, la pénurie des matériaux industrialisés – chers en devises et en énergies importées – et le transfert des technologies des pays industrialisés, contestés au plan culturel mais également socio-économique, imposent de reconsidérer la pertinence de l'emploi des ressources en matériaux, savoirs et savoir-faire localement disponibles. Dans ces pays, la terre demeure



le principal matériau de construction et l'on observe une nouvelle vitalité des cultures constructives traditionnelles réactualisées. Ce retour n'est pas simplement conjoncturel. Il est aussi volontaire et affirme une vision tout autre du développement, de nouvelles stratégies politiques, économiques et sociales qui associent étroitement le legs culturel et l'avenir. Ainsi, alors que l'humanité a développé depuis la seconde moitié du XIX^e siècle une gamme de nouvelles technologies de construction (béton, acier, polymères) qui ont depuis lors trouvé leur plein épanouissement, alors que l'on parle de matériaux " intelligents ", la construction et l'architecture de terre sont peut-être plus que jamais d'actualité. Comme le disait l'architecte anglais John F.C. Turner dans les années 1970, " un matériau n'est pas intéressant pour ce qu'il est mais pour ce qu'il peut faire pour la société ".

En Afrique comme en Inde, en Chine, dans la majorité des pays d'Amérique latine, la terre demeure le principal matériau de construction des populations à bas revenus qui n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leurs cultures constructives traditionnelles pour s'abriter à peu près décemment. Cette situation gagne aussi la périphérie des villes qui accueillent les immigrants des zones rurales, tous les exclus issus du sous-développement et de la misère, hélas de plus en plus nombreux. Les traditions constructives ne sont pas seulement un legs culturel et technique, elles répondent à une nécessité économique. Elles contribuent, soit dans leurs applications connues, mais aussi par des technologies en pleine évolution grâce aux apports récents de la recherche, à la dynamisation d'une économie locale. La construction en terre, artisanale ou semi-industrielle (bloc de terre comprimée stabilisée, par exemple) génère du travail, crée des emplois, participe à la monétarisation des populations, conditions du développement. Tout en étant une alternative crédible au plan des investissements financiers requis pour la construction de l'habitat et des équipements des communautés, le matériau terre peut garantir l'accès à la dignité d'un logement décent à des populations qui vivent le plus souvent dans des conditions précaires et misérables (abris en matériaux de récupération d'une opulence qui les ignore). En corollaire, cette " alternative terre " peut aussi contribuer à la réduction de la dépendance énergétique et monétaire des pays du Sud vis-à-vis de ceux du Nord, composante majeure de leur dette écrasante et paralysante. La célèbre politologue Susan George a développé cet argument dans son ouvrage *Jusqu'au cou* (La Découverte, Paris, 1990). En analysant la situation de la dette des pays en développement et en recherchant des solutions pour son remboursement en valeur créative ou en nature (par opposition à un apurement en valeur monétaire), elle propose un ensemble de onze solutions envisageables dont l'une d'elles précise qu'il faudrait développer " l'étude et les relevés (et si nécessaire l'amélioration) des techniques de construction locales, en particulier l'architecture de terre (" pisé " ou " banco "), de nouvelles constructions, en particulier de bâtiments publics employant ces techniques. " Ce propos rejoint aussi celui d'Indira Gandhi relevé dans un ouvrage antérieur (*Traité de construction en terre*, Parenthèses, 1989, p.17), qui déclarait, en 1980 : " Tous les bâtiments mo-

dermes entraînent une grande dépense d'énergie. (...), ce n'est pas le cas des architectures traditionnelles. Les techniques nouvelles sont nécessaires (...) mais il faut adapter et améliorer les acquis."

Continuer à construire en terre, c'est aussi entretenir les différences culturelles dans la production d'un paysage architectural et urbain mondial de plus en plus banalisé par une trans-culturation architecturale internationale. Cet argument n'a de sens que si les pays du Sud reconnaissent les valeurs intangibles et tangibles de leurs patrimoines, leur propre histoire, leurs identités culturelles, en grande partie exprimées par leurs cultures architecturales. Cet argument est renforcé si les pays du Nord revalorisent leurs propres cultures constructives en les inscrivant dans un développement culturel et économique contemporain. Ce peut être alors un exemple mobilisateur en faveur d'un redéploiement culturel et économique du potentiel des cultures constructives en terre dans les pays en développement. Sinon, l'argument de l'affirmation des différences se renverse et redevient teinté d'une idéologie néocolonialiste, anti-progressiste et inacceptable au plan politique, philosophique et culturel pour les pays du Sud. Nous sommes là au cœur du débat sur la mondialisation en questionnant la notion même de " développement ".



Simultanément, les pays du Nord reconsidèrent eux aussi l'intérêt de la construction en terre à plusieurs niveaux. D'une part, depuis le début des années 1970, avec la recherche d'alternatives aux pratiques de l'industrie du bâtiment – comptables d'une surexploitation de ressources non renouvelables (le bois, le sable et les agrégats des cours d'eau, par exemple) mais aussi à l'origine d'une hausse de la facture énergétique (pétrolière, nucléaire) pour la production des matériaux, leur mise en œuvre et la gestion du confort des édifices (chauffage et climatisa-

tion). D'autre part, la mise en question des nuisances générées par cette industrie – visuelles, esthétiques ou sanitaires (matériaux aux effets secondaires pathogènes comme l'amiante) –, les violences urbaines associées à la dictature du béton, sont publiquement dénoncées. Cette critique sociale et culturelle est formulée par un mouvement écologiste ou environnementaliste, désormais anti-mondialiste, dont l'ampleur s'étend et gagne aujourd'hui, sous des formes d'engagement similaires, les pays en développement, avec l'Inde comme fer de lance. Car il s'agit aujourd'hui de " *défaire le développement pour refaire le monde* " (revue *L'Écologiste*, n°6, hiver 2001). La construction en terre pourrait bien alors être l'une des solutions de " l'après développement " .

La conservation : étape obligée vers une modernité ?

La conservation des patrimoines architecturaux en terre est aussi associée au développement d'un tourisme international aux retombées économiques très importantes. Mais il faut veiller à ce que ces retombées soient vraiment profitables aux populations et aux patrimoines eux-mêmes en installant des conditions de valorisation à même de garantir un développement durable. L'enjeu est réel si

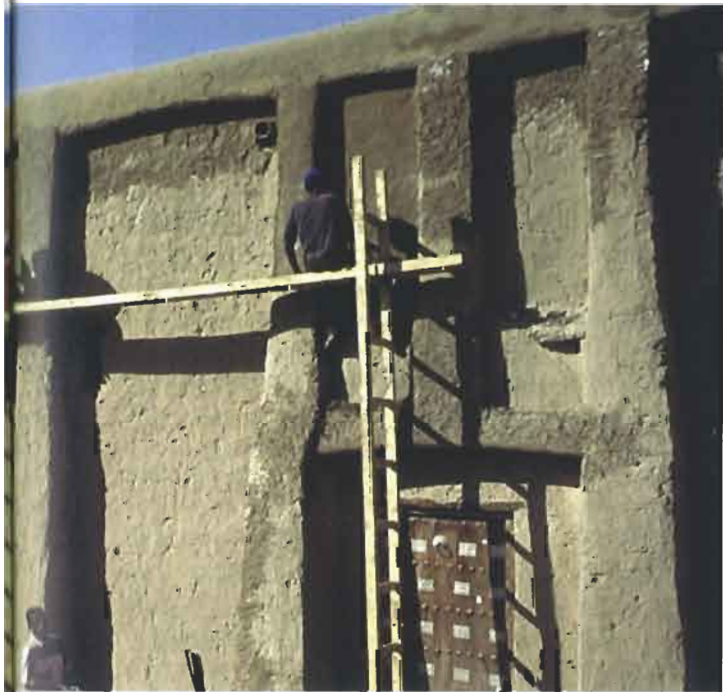
dérable de valeur, de sens pour l'humanité. Ainsi, une alternative à bien définir devra s'imposer entre une destruction du patrimoine architectural en terre par négligence conservatoire ou d'entretien, et une destruction programmée par surexploitation " sauvage " qui, l'une comme l'autre, s'opposent à une " *recréation durable* " de l'héritage.

Les conditions qui président à l'émergence d'une " *modernité* " des architectures de terre sont complexes à analyser. Dans certains contextes, le continuum historique des architectures de terre s'opère sans heurt. C'est par exemple le cas dans le Grand Sud-Ouest des États-Unis avec un ancrage dans les cultures indiennes et leurs *pueblos* en adobe, cultures déjà recrées par des apports historiques hispano-mexicains puis par les établissements des pionniers utilisant le même matériau. Puis avec le relais de la contre-culture nord-américaine et le mouvement des *passive solaradobes* (années 1970 et 1980) traduisant le souci d'une conservation des énergies et des ressources naturelles. Ces mêmes préoccupations portent la promotion d'une " *bioarchitecture* " et un renouveau des architectures de terre en Europe. En Allemagne, dans la mouvance des Grünen. En Italie, où la terre est considérée comme un matériau de construction durable, écologique et propre. En France, paradoxalement, si l'on considère le rôle de premier plan joué pour ce renouveau des architectures de terre depuis la fin des années 1970, les effets demeurent encore très timides, sans doute bridés par trop de technocratie, par la pression des intérêts du bâtiment et par le poids historique d'une culture du béton.

Il est bien possible que ce ne soit pas dans une mouvance naturaliste radicale ou dans une tendance technocratique (HQE ou haute qualité environnementale normative) – chacune trop orthodoxe et peu capable d'une véritable remise en question sociale et culturelle –, mais plutôt dans le cadre d'une nouvelle approche du " *vivre autrement* ", associant une considération égale pour l'homme, la nature et l'environnement, qu'une modernité éco-durable des architectures de terre puisse être en mesure de voir le jour. Elle pourrait fortement s'appuyer sur la conservation et la reconnaissance de la valeur des patrimoines architecturaux. D'autres pensent que l'approche écologique suggère des circonstances où la conservation devra obligatoirement passer par la promotion du neuf. Ces deux conceptions ne sont pas totalement opposées. Elles se rapprochent sur la nécessité de prendre en compte les caractères propres des contextes et de développer des activités spécifiques pour consolider le processus de *recréation* des architectures de terre sur des bases culturelles rigoureuses et solides.

Par ailleurs, dans beaucoup de régions en développement, les conditions d'une idiosyncrasie culturelle et d'une alliance globale pouvant générer d'autres alternatives au

l'on considère une tendance à la gestion de profits immédiats et maximums. L'exploitation de nombreux sites non fondée sur des plans de gestion intégrant le paradigme de développement durable démontre de plus en plus souvent l'ampleur des dégâts générés, pour les sites eux-mêmes et pour leurs environnements physiques, sociaux et culturels. Une exploitation trop motivée par l'espérance de gros gains à court terme risque d'induire un processus de destruction irréversible et une perte consi-



transfert homogénéisant (mondialisation) des modèles occidentaux ne sont pas encore clairement définies. La vision du " progrès " qu'offre le Nord au Sud a d'ores et déjà des conséquences plus dramatiques (mégapoles ingérables, par exemple) que bénéfiques pour les populations et sur des environnements surexploités, gravement exposés à des risques majeurs, repoussant l'échéance d'un accès aux conditions d'un possible développement durable. Dans ces conditions, bien que porteurs d'une " signification culturelle ", les patrimoines architecturaux en terre sont assimilés dans le mental collectif à des modes de vie désuets et régressifs. Et pourtant, dans ces régions, seul un processus culturel socialement et économiquement intégré – promouvant les valeurs de ces patrimoines en même temps que les hommes – serait peut-être en mesure de faire émerger une modernité des architectures de terre qui contribuerait à des formes identitaires de développement durable. Il apparaît ainsi que c'est sur l'indissociable triptyque " conservation / développement durable / modernité " que peut être fondée la vision d'un avenir recréé des architectures de terre au service d'une société plus viable, générant de nouvelles formes d'équilibres spécifiques autant que divers entre " les " hommes, " leurs " environnements et " leurs " cultures.

Pour garantir ce " développement durable " – nouveau paradigme du III^e millénaire fondé sur une alliance globale en faveur de la protection de la biodiversité –, n'avons-nous pas l'obligation de protéger et transmettre la mémoire culturelle, véhicule de valeurs et de sens " intangibles ", sans laquelle une société ne peut exister ? N'y a-t-il pas une alternative pour conserver notre héritage architectural, expression d'une communauté de valeurs universelles ? L'architecture de terre, présente sur tous les continents, ne pourrait-elle pas être essentielle à la protection et à la transmission de ces " bio et techno-diversités " culturelles des paysages aménagés par l'homme ? Ne pourrait-elle pas offrir une alternative à une transculturation constructive et architecturale homogénéisante qui pourrait bien être ravageuse ?

Préserver la techno-diversité

Il y a aujourd'hui grand risque d'évacuer la techno-diversité, d'imposer davantage et toujours plus d'uniformité. Conserver les architectures de terre, la mémoire des cultures constructives, c'est fonder de grands espoirs sur le transfert de la diversité des techniques et sauvegarder un équilibre évolutif entre nature et culture, entre *oikos* et *tecné*. Conserver les architectures de terre, développer les " écoles d'architecture de terre " aujourd'hui pour demain, c'est engager cet effort de réconciliation avec notre histoire, avec " les " cultures comme vecteurs du développement social et économique " local " (centre versus périphérie). C'est penser " glocal " (global et local) et proposer une autre voie à la mondialisation de l'économie hélas fondée sur l'omnipotence du pouvoir de l'argent et sur la dictature des macros techniques génératrices d'appauvrissement matériel comme culturel, génératrices de misère humaine. ■

Hubert Guillaud

Mousgoums : la case obus



Situé dans la zone de la cuvette du Lac Tchad, à l'extrême nord du Cameroun, sur les territoires riverains du fleuve Logone qui sépare le Cameroun de la République du Tchad, le territoire Mousgoum abrite l'une des cultures constructives les plus remarquables du Cameroun. La case des Mousgoums est célèbre depuis le XIX^e siècle : sa monumentalité et ses formes courbes et élancées étonnaient déjà les voyageurs. Les explorateurs Heinrich Barth, Schweinfurt ou Natchigal y font allusion sous le qualificatif de *hutshells*, traduit plus tard par les colons français par " cases obus ".

La case obus a stimulé l'imaginaire de nombreux écrivains européens. André Gide écrivait dans *Voyage au Congo* (1927) qu'elle était aussi étrange que belle : « Sa pure ligne courbe qui ne s'interrompt point de la base au faite est comme mathématiquement ou fatalement obtenue : on y suppose intuitivement la résistance exacte de la matière ». À l'occasion de l'exposition coloniale de 1931 à Paris, l'architecte français Fichet s'inspira de la forme architecturale de la case obus pour concevoir le pavillon du Gouverneur général qui abrita la section de l'Afrique équatoriale française.

Pourtant cette magnifique culture architecturale est en train de disparaître. Les cases obus sont devenues rares, certaines sont en ruines. Aujourd'hui, elles ne sont plus aussi monumentales ; ce sont souvent des modèles de démonstration ou des cuisines. Néanmoins, elles témoignent encore de toute l'intelligence qui s'y révélait, tant dans le processus de construction que dans celui des pratiques traditionnelles favorisant la conservation.

Une conception simple et intelligente

Difficile de dater ces cases obus : l'origine des premiers Mousgoums qui bâtirent leurs villages dans ce style architectural demeure un mystère, même si la tradition orale fait remonter au XIV^e siècle leur installation dans cette région alors souvent inondée par les crues du fleuve Logone.

Les cases obus ont toujours été très élancées, avec un diamètre pouvant atteindre 5 mètres et une hauteur 8 mètres. La terre argileuse est le seul matériau disponible en quantité suffisante dans la région. Maîtrisant bien la poterie, les Mousgoums auraient construit leurs cases en utilisant la même technique de façonnage qui imposait une fermeture progressive donc très haute. Toutefois, malgré son apparente simplicité, ce modèle de case permettait de répondre de façon judicieuse et économique à de nombreux besoins et de faire face à de sérieux problèmes. Les Mousgoums auraient eu le souci de se protéger contre les feux de brousse (fréquents en saison sèche) autant que des razzias de tribus guerrières (les cases pouvaient être confondues avec des termitières et ne pas attirer l'attention). En outre, du faite des cases on pouvait surveiller tout mouvement à grande distance ou transmettre des messages d'un village à un autre à l'aide d'une corne d'animal. L'ouverture au sommet de la case obus permettait d'évacuer la fumée (cuisine, chauffage) et de moduler la ventilation ; en cas de pluie, on refermait cette ouverture avec un " chapeau " en vannerie. Les moulurations pratiquées sur l'extérieur de la construction permettaient d'accéder au sommet de la case et de profiter de tous ces avantages.

Construction et conservation

L'édification de la case obus se faisait par couches successives façonnées. Non cuit, le matériau de construction – composé de terre argileuse, d'une herbe et de crottin de chèvre – devait pourtant assurer un minimum de durabilité et notamment une bonne résistance à l'écoulement des eaux de pluies. Aussi les différentes étapes de sa préparation, nécessitant une macération, faisaient-elles l'objet d'une longue et minutieuse attention.

Trois mois de pluies annuelles dans la région ne manquaient pas d'engendrer une érosion progressive des cases Mousgoums. Trois dispositions permettaient d'éviter les fortes dégradations : une courbure précise de la case, les moulurations et un entretien annuel. La pente devait limiter l'impact direct de la pluie sur la paroi et favoriser le drainage de surface de l'eau. Si les moulures n'avaient pas une fonction première ornementale, elles permettaient, somme toute de manière fort élégante, de renforcer la structure de la case, et surtout de freiner et de répartir de façon homogène l'écoulement des eaux de pluie depuis le sommet jusqu'à la base, limitant les effets de ravinement sur la paroi. Deux types de dessins de mouluration ont existé dans la case obus des Mousgoums : le type *mourla*, parfaitement droit, et le type *gaya*, en forme de Y renversé. Enfin, la responsabilité de

l'entretien était laissée aux femmes qui appliquaient, si nécessaire, une couche d'enduit de protection (fait de terre et de bouse de vache, additionnées parfois d'huile de poisson) avant le début de la saison des pluies.

Pérenniser un savoir-faire

La conservation de la case obus des Mousgoums intégrait autrefois parfaitement la dimension vivante du territoire environnant, ses contraintes, ses potentialités physiques et humaines, mais aussi ses menaces ; elle s'inscrivait dans un ensemble structuré dans lequel les croyances animistes et les pratiques rituelles jouaient un rôle primordial dans le maintien de l'équilibre de la société. Si l'on peut aujourd'hui regretter la disparition progressive des cases Mousgoums, il semble toutefois difficile de la stopper. D'après l'anthropologue américaine Dana Goodhue, cette disparition progressive s'explique par les besoins de " modernisme " et la volonté d'intégration des Mousgoums à des formes de vie et d'organisation sociale nouvelles. Or il semblerait que les aspects techniques et organisationnels de la conservation des cases Mousgoums aient été parfaitement intégrés dans le contexte physique et socio-culturel de la région et que les causes de sa disparition soient donc tout autres.

Quoi qu'il en soit, outre l'intérêt historique et culturel de ces cases, il est important de bien rappeler qu'elles représentent une véritable prouesse technique – dont le résultat, simple et esthétique, répond à de très nombreux besoins –, une leçon d'architecture, de construction et de respect de l'environnement. La nécessité de leur conservation est donc une évidence. Mais elle repose avant tout sur la conservation du savoir-faire qui leur est lié. Cela doit bien entendu passer par un approfondissement des recherches et la collecte d'informations auprès des derniers détenteurs de ce savoir-faire, mais aussi par une réflexion sur les possibilités de sa pérennisation. ■

Lazare Eloundou



Les grandes mosquées de Tombouctou

Posée en plein cœur du Sahara, en haut de la boucle du fleuve Niger, Tombouctou fut un des plus grands centres intellectuels de l'Afrique à partir duquel se diffusaient science, littérature, philosophie et religion. Construites aux XIV^e-XV^e siècles, les deux mosquées principales de Tombouctou, Sankoré et Djingarey Ber, témoignent de la grandeur de ce passé. Ces monuments ont toutefois profondément évolué depuis cette époque. Cette particularité tient à la nature même de leur construction mais aussi à l'environnement physique et socioculturel de Tombouctou.

Les matériaux de construction (terre, pierre tendre, petits bois, poutres de palmier) utilisés pour les bâtir sont plutôt fragiles et sont régulièrement érodés ou détériorés lors des rares mais violentes pluies qui s'abattent sur la ville. L'entretien des enduits de surface et les réparations impliquent des changements relativement peu importants mais réguliers. À cela s'ajoutent l'ensablement, l'érosion des sols, l'évolution des techniques et des "normes" de construction et enfin la volonté de "généreux donateurs" de contribuer à la grandeur des mosquées, autant de facteurs qui entraînent la mise en œuvre de travaux exceptionnels : renforcement par contreforts, réfection complète, embellissement, agrandissement, surélévation, etc. C'est ainsi que la couleur et la texture des mosquées varient en fonction des saisons, mais aussi que leurs formes, décorations et dimensions ont évolué au cours du temps.

Dans le creuset de la double origine soudanaise et maghrébine de Tombouctou, deux grandes familles de maçons (groupées au sein d'une corporation) ont la responsabilité et l'exclusivité des travaux pour les deux grandes mosquées : Koba Hou pour Djingarey Ber, et Hamane Hou pour Sankoré. Ce sens de la responsabilité, ainsi que le pouvoir magique des corporations des maçons (bien qu'adeptes de la religion musulmane, les maçons se livrent à des rituels secrets et utilisent couramment des amulettes ou talismans) sont très bien illustrés par une croyance locale : un maçon se transformerait en margouillat * s'il advenait que l'un des murs qu'il a construits tombe.

C'est dans cet esprit que chaque année sont organisés les travaux collectifs pour la réfection des mosquées, travaux organisés juste avant l'hivernage de façon à préparer les mosquées à l'agression des pluies et à anticiper les risques de dégradation. L'imam profite des offices pour lancer un appel aux fidèles. Un camion de terre, une poutre de rônier, une gargouille... petit à petit, chacun apporte sa contribution et la corporation des maçons s'organise. Les fidèles

devront aider les maçons pour le transport des matériaux sur les lieux où ils seront mis en œuvre. Le "banco" (la terre à bâtir) est pétri à l'avance afin que le mélange puisse macérer plusieurs jours avant son emploi.

Quatre jeunes maçons confirmés sont choisis par les patriarches de la corporation pour diriger les travaux. On leur attache autour des reins une navette bourrée d'amulettes avec une cotonnade préalablement soumise aux incantations des marabouts. Ces maçons escaladent en premier les murs en s'appuyant sur les pièces de bois fixées à cet effet. Afin de garantir la sécurité sur le chantier et la bonne exécution des travaux, des formules incantatoires sont réci-

tées quand ils appliquent les premières boules de "banco". Dès lors, l'ensemble des participants se met au travail. L'entretien des mosquées est une quasi-obligation religieuse et sociale et les travaux prennent le caractère d'une véritable réjouissance populaire.

Les maçons sont répartis en quatre groupes de travail : celui chargé de l'application de l'enduit protecteur ; celui responsable du remplacement des poutres de toiture ou des gargouilles qui servent à l'évacuation des eaux ; les plus âgés restent assis à l'ombre, se contentant de superviser le travail ; les non-spécialistes s'activent à la préparation et au transport des matériaux. De grandes quantités d'eau sont nécessaires pour compléter le malaxage du "banco" et pour humidifier les murs avant l'application de l'enduit ; les femmes font un va et vient incessant avec leurs jarres ou leurs seaux. Le minaret reçoit un traitement particulier : le "banco" qui lui est destiné est mélangé à de la poudre de baobab, ce qui lui permettra de mieux résister aux intempéries. Les quatre maçons choisis en début de journée appliqueront ce mélange spécial, chacun se voyant attribuée une des faces du minaret. À la fin de la journée, l'imam remercie l'assistance et prononce bénédictions et louanges pour la consolidation de l'unité de la communauté.

D'autres travaux sont organisés à titre exceptionnel. Depuis toujours, de "généreux donateurs" ont voulu agrandir voire refaire les mosquées, ou leur ajouter un détail, leur donnant graduellement leurs formes et dimensions actuelles. Ce fut le cas surtout à l'âge d'or de la cité de Tombouctou, vers le XVI^e siècle, pendant lequel le cadî El-Aqib fut un grand bailleur de fonds. Toutefois, au cours du XX^e siècle, où Tombouctou est influencé par la culture occidentale, de nombreux travaux sont encore réalisés. Ainsi, en 1952, la mosquée de Sankoré, menacée d'ensevelissement par une dune de



sable, est surélevée et sa façade est renforcée de pierres d'Alhore ; la façade nord de la mosquée de Djingarey Ber recevra aussi le même traitement ; la mosquée de Sidi Yahya sera entièrement recouverte de ces pierres d'Alhore.

L'emploi de matériaux ou techniques importés reste rare à Tombouctou. Toutefois, afin de mettre les mosquées aux " normes actuelles ", des ventilateurs, des tubes fluorescents et des lanterneaux permettant l'éclairage ont été installés. Dans certain cas, le financement destiné à ces " améliorations " aurait certainement été fort utile pour effectuer des réparations et éviter des dégradations. Mais la volonté de bien marquer leur passage est pour certains financeurs plus forte que celle d'assurer l'entretien, moins visible. Beaucoup laissent ainsi volontiers à la corporation des maçons l'entière responsabilité de cet entretien, quitte à ce que " par manque de moyens " des dégradations importantes surviennent.

Les maçons ne restent pas étrangers à ce phénomène d'évolution. Peu d'interventions sur les mosquées restent totalement neutres et nombreuses sont les vellétés (conscientes ou non) des maçons de laisser leurs traces sur les mosquées. Ainsi il est de règle de marquer son passage en laissant les traces de sa main à la surface de l'enduit. Par ailleurs, on profite volontiers d'une défaillance structurelle pour détruire et reconstruire à sa façon ; si cette pratique s'explique par les performances relativement réduites des matériaux disponibles à Tombouctou, impliquant leur remplacement périodique, il semble que le " nec plus ultra " soit d'aller un peu plus loin et de laisser une trace visible (souvent un contrefort) de son intervention et de son savoir-faire !

Les mosquées de Tombouctou sont donc des monuments bien vivants, se modifiant régulièrement au gré de l'action des intempéries et des hommes. Malgré cela, elles conservent des éléments extrêmement anciens, cohabitant harmonieusement avec des éléments beaucoup plus récents. Cette dualité entre le respect de l'existant et le désir de création semble être l'essence même de ces mosquées. Cette tradition est aussi une façon originale de pratiquer la conservation du patrimoine : la possibilité pour chaque nouvelle génération de laisser des traces sur ces espaces sacrés constitue sans doute une excellente façon de stimuler leur motivation pour participer volontairement aux travaux de leur entretien, et donc finalement une garantie de leur pérennité.

Ces mosquées qui ont traversé plus de six siècles sont l'œuvre de la communauté de Tombouctou, de sa culture plusieurs fois métissée, de son histoire, de ses personnalités, de la singularité des générations successives, de son environnement à la fois nourricier et destructeur. Inversement, les mosquées ont certainement façonné les mentalités : si la religion est à considérer en premier lieu, les journées d'entretien contribuent certainement à insuffler en chacun la notion d'appartenance à sa communauté.

Pourtant, avec les nouveaux besoins de la vie moderne, la crise économique et les troubles politiques, il semblerait que la tradition s'érode, et les contributions aux travaux d'entretien sont plus difficiles à obtenir. Péripétie ou mort lente des mosquées ? Inquiet de leur état, le gouvernement du Mali a demandé leur inscription sur la liste du Patrimoine



mondial en péril, obtenue en 1990. Avec l'aide de l'Unesco, le Mali a mis en place la Mission culturelle de Tombouctou ainsi qu'un programme de formation ** (dont l'objectif est de compléter et d'améliorer les connaissances et les pratiques des responsables de la conservation des mosquées de Tombouctou, principalement les maçons et les responsables des mosquées, mais aussi le personnel

cadre et les représentants des services de l'État) qui ont déjà porté de précieux fruits. Mais ces initiatives tentent aussi de veiller au respect d'un équilibre entre les divers partenaires afin de maintenir le lien vital qui lie les mosquées à la communauté locale, vrai garant de leur pérennité et de leur authenticité. ■

Thierry Joffroy - Ali Ould Sidi

* Margouillat : lézard-salamandre de petite taille, à petits yeux noirs brillants, peau claire presque transparente et pattes munies de ventouses. Aime à se promener sur les murs des maisons, surtout en soirée. Petit animal craintif mais paisible qui cohabite en bonne entente avec les humains.

** En collaboration avec le projet Gaia. Créé en 1988 par l'ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels, Rome, Italie) et CRATerre-EAG, le projet Gaia vise à promouvoir des activités de formation, recherche, projets et diffusion des connaissances dans le domaine de la conservation des patrimoines architecturaux en terre. Ce projet est à l'origine des premiers cours internationaux et régionaux dans le domaine. Il est aujourd'hui remplacé par le projet TERRA qui associe un troisième partenaire fondateur, le Getty Conservation Institute, aux États-Unis.



Le palais du sultanat de Zinder

Lieu de mémoire et d'identité, le palais de Zinder, ville de la République du Niger, fut probablement construit de 1850 à 1852, au début du règne de Tanimun, le plus célèbre des sultans du Damagaram. Le palais est situé au cœur de Birni, la partie la plus ancienne de la ville de Zinder, dont le développement dès le début du XIX^e siècle est directement lié à l'installation du siège du sultanat. Capitale historique de la province du Damagaram, Zinder en demeure le centre principal ; capitale du Niger de 1911 à 1926, elle a bénéficié de sa position de carrefour des voies de communication entre le Sahara et le Nigeria et entre Niamey et le Tchad.

Si le sultanat a débuté aux environs de 1736, ce n'est qu'en 1812 que son siège fut installé à Zinder, par le sultan Sélimane ou Souleymane Dan Ténimou. Le " constructeur " du palais, le sultan Tanimun, est le " grand sultan ", considéré comme le véritable fondateur de l'empire et dont le renom reste vivace dans les mémoires ; pacificateur du Damagaram, il développa le commerce, établit la première cour de justice de la région ainsi qu'une importante *medersa*. Propriété du Sultanat, le palais constitue aujourd'hui le patrimoine du pouvoir coutumier. Patrimoine national, aucun sultan ne peut en disposer comme propriété personnelle.

Le palais est un ensemble architectural important couvrant une superficie de 1,2 ha. Comportant de nombreux bâtiments clôturés d'un mur d'enceinte, il est construit en terre, avec des toitures-terrasses, sur structure en poutrelles de rônier ou palmier doum. Il s'organise autour de trois grandes cours hiérarchisant les espaces ; composé en majorité sur deux niveaux, il comprend aujourd'hui environ 80 pièces d'une grande diversité et d'un agencement complexe. L'ensemble architectural est d'une esthétique sobre et imposante, aux proportions agréables. Les murs hauts, larges à la base et s'amincissant progressivement, présentent des percements de petite dimension, renforçant l'aspect massif de la construction. Seuls éléments décoratifs, la texture régulière des enduits de banco, appliqués à la main, et quelques " oreilles " en toiture.

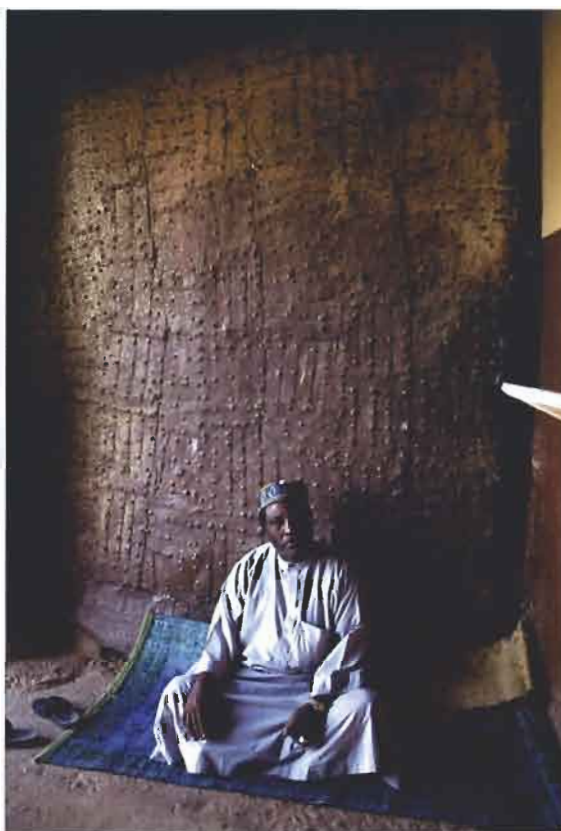
Largement ouvert sur l'extérieur, le palais assure des fonctions culturelles, sociales et éducatives. La salle de réception et la cour d'audience sont toujours en service. Des fêtes annuelles, religieuses ou

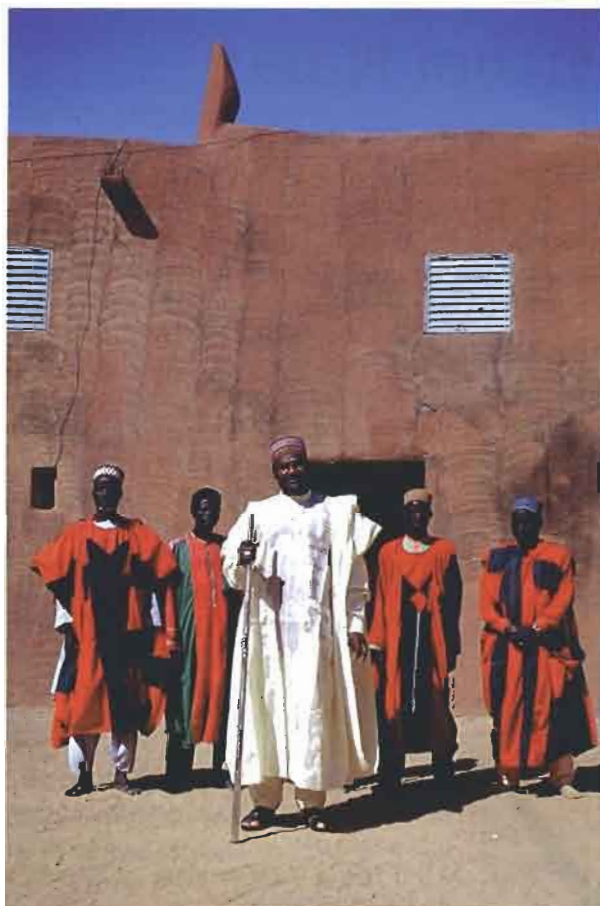
traditionnelles (en particulier les cavalcades) y rassemblent un public nombreux ; la fête de l'indépendance s'y déroule également. Le palais reçoit en outre un grand nombre de visiteurs, notamment un public scolaire des environs, voire de pays voisins.

Le palais présente dans l'ensemble un aspect de bonne conservation pour les parties ouvertes au public. Des réfections ont été réalisées avec un enduit " ciment ", et malgré l'utilisation discutable de ce type d'enduit sur une maçonnerie de terre, les dégradations semblent peu importantes : quelques fissurations, détériorations et érosion localisées sur les murs ; les plafonds en bois peint semblent indemnes ; la plupart des pièces situées à l'étage ont été

entretenu. En revanche, les espaces moins publics et moins utilisés sont en mauvais état, les toitures et terrasses notamment.

Le palais a connu des transformations, mais on trouve peu de traces écrites à leur sujet. Traditionnellement, la population avait l'obligation de participer aux travaux d'entretien et de réparation du palais, de l'ancienne mosquée de Birni et, plus anciennement, de la grande muraille, tout comme leurs ancêtres avaient eu l'obligation de participer à leur construction. Longtemps intégrée dans l'organisation sociale, cette participation, qui a contribué à assurer la sauvegarde jusqu'à nos jours du palais et de sa mosquée, a progressivement disparu. D'où sans doute une accélération des changements au sein du palais, certains liés à une évolution des modes de vie et des exigences de confort. Des constructions modernes ont été réalisées – à côté du palais, à l'intérieur du mur d'enceinte mais invisible de l'extérieur et de la cour d'audience – pour loger le sultan et sa famille et accueillir dignitaires et personnalités ; ces ajouts ont été implantés judicieusement et avec discrétion afin de ne pas dénaturer l'authenticité du site. D'autres changements touchent directement le palais : ainsi, des enduits et des chapes à base de ciment ont été appliqués, respectivement sur les murs et les toitures ; certains aspects, tels des volets et portes métalliques, détonnent et sont peu élégants. Mais le poids de l'entretien d'un tel bâtiment et la construction de la partie contemporaine ont rendu obsolète l'usage de certaines parties anciennes du bâtiment qui ont été abandonnées et ne sont plus entretenues. La contrainte d'un entretien régulier imposé par le banco est jugée trop lourde et décourageante ; certains travaux réalisés avant les pluies sont parfois immédiatement détruits.





Trois maçons sont spécifiquement chargés de l'entretien du palais et de l'ancienne mosquée de Birni. Ils font partie des serviteurs du sultan et sont obligatoirement issus de familles ayant toujours servi au palais. Selon l'importance des travaux à effectuer, ils peuvent être secondés par des manœuvres. Souvent débordés par l'ampleur des travaux à faire et refaire incessamment, avec des moyens souvent insuffisants, ils se sont concentrés sur ce qui restait solide, ce qui explique l'état actuel du palais. Le sultan ne dispose plus actuellement des moyens nécessaires pour en assurer la bonne conservation.

Très sollicité, le sultan exerce une fonction de chef religieux, de conseiller, de conciliateur. C'est un chef respecté mais sans statut officiellement bien défini et il n'est pas rétribué pour son rôle public. Si son prestige de chef coutumier demeure, son rôle politique et décisionnel s'est considérablement amoindri ; l'État a pris le relais politique et gestionnaire. Des compensations financières sont prévues par la loi pour permettre aux sultans d'entretenir leur palais et de faire face à leurs différentes charges (famille, notables, gardes, serviteurs, etc.), mais les mairies sont pauvres et la contribution annuelle attribuée aux sultans ne leur parvient pas toujours. Aussi l'entretien du palais constitue-t-il pour eux un important problème financier. Le recours à la population pour participer physiquement aux travaux d'entretien ne saurait suffire.

En 1990, l'Ambassade de France a apporté une première aide financière qui a permis la restauration de quelques pièces du palais. Depuis 1995, le sultan sollicite un soutien financier de l'État pour restaurer le palais. Une démarche auprès de l'Unesco pour son classement au patrimoine mondial est également envisagée pour en assurer la pérennité. Le sultan a besoin de matériaux mais surtout de l'aide d'un architecte pour suivre les travaux, garantir le respect de l'aspect traditionnel, apporter assistance et conseils aux maçons du palais et entreprendre des travaux durables.

Conscient des richesses du patrimoine architectural, culturel et naturel de la ville, le maire reconnaît que le palais est un témoin important et un atout pour la ville. Mais il lui est difficile de concilier conservation du patrimoine et modernisation de la ville. Un projet de réhabilitation de plusieurs villes du Niger, dont Zinder, par la Banque mondiale est pour le moment abandonné, faute de contrepartie locale. Mais, le cas de Zinder étant particulièrement sensible, un comité chargé de mener une réflexion sur sa réhabilitation a été créé. C'est un premier pas, mais beaucoup reste à faire.

Le cas du palais du sultanat de Zinder n'est sûrement pas isolé. Les difficultés de conservation auxquelles est confronté le sultan ne peuvent que susciter le débat, la réflexion et la recherche de solutions adaptées pour définir et mettre en œuvre une politique de conservation pertinente, efficace et respectueuse culturellement (environnement architectural et savoir-faire traditionnels), et pour atteindre une autonomie financière. ■

Anne-Monique Bardagot - Ali Bida

